



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2018-2019

JS/PG

P.V. PETI 06

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 28 février 2019

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 février 2019
2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique

Demande de pétition publique 1210 - Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'Etat ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière.

Demande de pétition publique 1211 - Révision et intervention du gouvernement sur les tarifs du contrôle technique auprès de la SNCT

Demande de pétition publique 1212 - Autossteier 1 Joer geschenkt, wann een 10 Joer keng Punkten um Führerschäin verluer huet.

Demande de pétition publique 1214 - NON à la cigarette

Demande de pétition publique 1215 - 110km/h dans les tunnels des autoroutes

Demande de pétition publique 1216 - Pour l'obtention/l'envoi d'une copie de la photo prise lors d'un contrôle automatisé (Radar) en matière de circulation
Pétition au nom de "AKTIVEN DATESCHUTZ ASBL" en qualité de "Président"

Demande de pétition publique 1217 - Formation professionnelle pour les permis de conduire C1, C, C1+E, C+E, D1, D, D1+E, D+E en tant que personne privée

Demande de pétition publique 1218 - Disponibilité d'urgences pédiatriques

Demande de pétition publique 1219 - Permettre aux personnes handicapées d'utiliser des animaux d'assistance pour un soutien physique et mental et interdire toute discrimination à leur égard, que ce soit sur leur lieu de travail, dans les lieux publics ou en tant que locataire

Demande de pétition publique 1220 - Continuité du service public ferroviaire

Demande de pétition publique 1221 - Reclassement du projet d'un raccordement de la zone logistique de Contern au réseau autoroutier de la priorité 2 en priorité 1
Pétition au nom de "Business Club Contern Asbl" en qualité de "Président"

Demande de pétition publique 1222 - Adoption par le Grand-Duché d'une loi de compétence universelle absolue visant à réprimer les crimes et infractions graves en

matière d'écologie (atteintes au climat, aux écosystèmes, aux espèces protégées, aux systèmes hydrographiques et aux réserves d'eau,)

Demande de pétition publique 1224 - Autofräi Sonndeger

Demande de pétition publique 1225 - Réduction du trafic automobile par l'introduction de vignettes / péages de la ville de Luxembourg pour les voitures de l'extérieur conduisant dans la ville pendant les heures de bureau, et introduction davantage de parkings en dehors de la ville et des transports en commun les reliant.

Demande de pétition publique 1226 - Esch, une ville en béton

Demande de pétition publique 1227 - Anerkennung einer im EU-Ausland durchgeführten periodischen Kraftfahrzeug Hauptuntersuchung. Schaffung der rechtlichen Möglichkeit den Contrôle technique im EU Ausland durchzuführen - Diese Untersuchung soll in Luxemburg anerkannt sein. (Contrôle technique, TÜV)

3. Suivi des pétitions en cours d'instruction

4. Divers

*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, remplaçant M. Marc Hansen, M. Alex Bodry, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, M. Paul Galles, M. Gast Gibéryen, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert, Mme Lydia Mutsch, M. Roberto Traversini

M. Joé Spier, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Hansen, M. Marco Schank

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Présidente de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 février 2019

Le projet de procès-verbal sous rubrique est approuvé.

2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique

Avis positifs

La Commission des Pétitions a rendu un avis positif relatif à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1212 - Autossteier 1 Joer geschenkt, wann een 10 Joer keng Punkten um Führerschäin verluer huet.

Dépôt: le 06.02.2019 à 11:55
Pétitionnaire: Claude Richartz

Demande de pétition publique 1215 - 110km/h dans les tunnels des autoroutes

Dépôt: le 09.02.2019 à 18:51
Pétitionnaire: David Domingues

Demande de pétition publique 1216 - Pour l'obtention/l'envoi d'une copie de la photo prise lors d'un contrôle automatisé (Radar) en matière de circulation

Pétition au nom de "AKTIVEN DATESCHUTZ ASBL" en qualité de "Président"
Dépôt: le 10.02.2019 à 21:50
Pétitionnaire: Maël Meneghetti

Demande de pétition publique 1217 - Formation professionnelle pour les permis de conduire C1, C, C1+E, C+E, D1, D, D1+E, D+E en tant que personne privée

Dépôt: le 11.02.2019 à 13:52
Pétitionnaire: Mike Schummer

Demande de pétition publique 1218 - Disponibilité d'urgences pédiatriques

Dépôt: le 12.02.2019 à 00:47
Pétitionnaire: Eva Rodick

Demande de pétition publique 1219 - Permettre aux personnes handicapées d'utiliser des animaux d'assistance pour un soutien physique et mental et interdire toute discrimination à leur égard, que ce soit sur leur lieu de travail, dans les lieux publics ou en tant que locataire

Dépôt (en langue anglaise): le 16.12.2018 à 14:58
Dépôt de la traduction du texte en langue française: le 11.02.2019 à 13:34
Pétitionnaire: Amanda Gardner

Demande de pétition publique 1220 - Continuité du service public ferroviaire

Dépôt: le 12.02.2019 à 14:44
Pétitionnaire: Olivier Caiso-Rousseau

Demande de pétition publique 1221 - Reclassement du projet d'un raccordement de la zone logistique de Contern au réseau autoroutier de la priorité 2 en priorité 1

Pétition au nom de "Business Club Contern Asbl" en qualité de "Président"
Dépôt: le 14.02.2019 à 07:48
Pétitionnaire: Robert Dennewald

Demande de pétition publique 1224 - Autofräi Sonndeger

Dépôt: le 18.02.2019 à 17:11
Pétitionnaire: Dominique Weber

Demande de pétition publique 1227 - Anerkennung einer im EU-Ausland durchgeführten periodischen Kraftfahrzeug Hauptuntersuchung. Schaffung der rechtlichen Möglichkeit den Contrôlle technique im EU Ausland durchzuführen - Diese Untersuchung soll in Luxemburg anerkannt sein. (Contrôle technique, TÜV)

Dépôt: le 22.02.2019 à 21:15
Pétitionnaire: Frederic Becker

Demande de pétition publique 1165 - Autorisation de port de pistolet d'alarme et de gel lacrymogène

Dépôt: le 14.12.2018 à 15:02
Pétitionnaire: Pietro Ficerai

Demande de pétition publique 1180 - Résidence alternée des enfants comme base de négociation en cas de séparation

Dépôt: le 11.01.2019 à 11:23
Pétitionnaire: Mathieu Wanlin

Demande de pétition publique 1199 - Vignette fir d'Lëtzebuerger Stroossen

Dépôt: le 25.01.2019 à 18:30
Pétitionnaire: Andy Humbert

Demande de pétition publique 1200 - GRATIS ËFFETLECHEN TRANSPORT JO ODER NEE

Dépôt: le 26.01.2019 à 17:37
Pétitionnaire: Marc Dax

Demande de pétition publique 1209 - Demande de pétition publique 1209 - Géint d'Adaptatioun vun de Spritpräisser un d'Ausland ! / Contre l'adapation des prix des carburants aux prix étrangers !

Dépôt: le 03.02.2019 à 22:37
Pétitionnaire: Max Bintener

Avis négatif

La Commission des Pétitions a rendu un avis négatif relatif à la recevabilité de la

demande de pétition publique suivante :

Demande de pétition publique 1226 - Esch, une ville en béton

Dépôt: le 22.02.2019 à 08:47

Pétitionnaire: Laurie Saraiva

Motivation :

L'objet de la demande de pétition publique 1226 n'est pas d'un intérêt général d'ordre national, mais se limite à une situation strictement locale.

Textes à reformuler

La commission demande une reformulation de texte aux auteurs des demandes de pétition publique 1210, 1211, 1214, 1222, 1225, 1192 et 1198.

Demande de pétition publique 1210 - Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'Etat ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière.

Dépôt: le 05.02.2019 à 22:13

Pétitionnaire: Damien Garot

Le pétitionnaire est prié d'omettre la forme personnelle. Il est également prié de remplacer la désignation « post.lu », qui, en l'occurrence est d'un usage erroné, par une désignation plus juste, à savoir « service POST finance ».

Demande de pétition publique 1211 - Révision et intervention du gouvernement sur les tarifs du contrôle technique auprès de la SNCT

Dépôt: le 05.02.2019 à 22:44

Pétitionnaire: Joao Pedro Loureiro Horta

L'objet de la présente demande de pétition publique est similaire à celui de la demande de pétition publique 1207. Or, l'auteur de la pétition 1207 a été prié de reformuler sa pétition en précisant l'organisme de contrôle technique qu'il entend viser. Il dispose d'un mois pour présenter sa reformulation – délai qui est encore en cours. Afin que l'auteur de la pétition 1207 garde la possibilité de rendre sa pétition conforme aux critères de recevabilité, et afin de ne pas évincer à ce stade la pétition 1207, les membres de la commission **mettent en suspens leur décision quant à la recevabilité de la pétition 1211.** Ce faisant, la commission conserve également la possibilité de déclarer recevable la pétition 1211 si l'auteur de la pétition similaire 1207 ne procède pas à une reformulation jugée recevable dans les limites du délai imparti.

Demande de pétition publique 1214 - NON à la cigarette

Dépôt: le 08.02.2019 à 18:29

Pétitionnaire: Philippe Malaisé

Le pétitionnaire est prié de clarifier l'intitulé et le but de sa pétition. Il est également prié de redresser une erreur, à savoir : il n'est pas interdit de fumer dans des arrêts de bus,

comme le prétend l'auteur de la pétition.

Demande de pétition publique 1222 - Adoption par le Grand-Duché d'une loi de compétence universelle absolue visant à réprimer les crimes et infractions graves en matière d'écologie (atteintes au climat, aux écosystèmes, aux espèces protégées, aux systèmes hydrographiques et aux réserves d'eau,)

Dépôt: le 14.02.2019 à 16:34
Pétitionnaire: Jean-Marie Paquet

Le pétitionnaire est prié de reformuler le texte de sa pétition en ayant le soin de s'abstenir d'affirmations gratuites et erronées. Notamment l'affirmation que la Chambre des Députés ne traite aucunement de sujets relatifs au climat et à l'écologie est fausse.

Demande de pétition publique 1225 - Réduction du trafic automobile par l'introduction de vignettes / péages de la ville de Luxembourg pour les voitures de l'extérieur conduisant dans la ville pendant les heures de bureau, et introduction davantage de parkings en dehors de la ville et des transports en commun les reliant.

Dépôt: le 20.02.2019 à 12:34
Pétitionnaire: Wawrzyniec Kotarba

Le pétitionnaire est prié de préciser à qui s'adresse sa pétition. Il est à noter que la Ville de Luxembourg n'a pas de compétence pour faire construire des parkings à l'extérieur de la ville. Il est également à noter que l'Etat n'est aucunement compétent pour introduire une vignette au niveau de la Ville de Luxembourg.

Les demandes de pétition publique 1192 et 1198 devront de nouveau être reformulées.

Demande de pétition publique 1192 – Nationalrepresentation

Dépôt : le 22.01.2019 à 14 :21
Pétitionnaire : Fernand Pott

Le pétitionnaire avait certes reformulé une partie de sa demande de pétition, mais il devra encore modifier l'intitulé. Le terme « Nationalrepresentation » est jugé insuffisant et erroné, dès lors qu'il semble viser la « représentativité nationale des syndicats » (« National Representativiteit vu Gewerkschaften »).

Demande de pétition publique 1198 - Autofestival No More !

Dépôt : le 25.01.2019 à 11 :41
Pétitionnaire : Philippe Malaisé

Les membres de la commission demandent au pétitionnaire de clarifier que l'Etat devra légiférer pour interdire le festival de l'automobile.

Echange de vues

D'un échange de vues au sujet de la demande de **pétition publique 1221** il y a lieu de retenir les éléments suivants:

La question est posée de savoir si la Commission des Pétitions peut aviser

positivement une demande de pétition qui risque, de par son objet, d'empiéter sur une procédure de consultation légale, à savoir les consultations dans le cadre des plans sectoriels concernant l'aménagement du territoire.

Il est constaté que dans un pareil cas, le ministre compétent ne pourrait pas prendre position, car cela lui serait interdit dans le contexte d'une procédure de consultation légale relative au même sujet que celui dont traite la pétition.

Il est par contre rappelé au cours de l'échange de vues que le droit de pétition ne peut pas être mis en suspens ou évincé.

Il est encore opiné qu'une procédure de consultation légale donne la possibilité à un citoyen, pris individuellement, de se prononcer par rapport à un projet en cours, tandis que la pétition permet à plusieurs citoyens, voire à un grand nombre de citoyens, d'exprimer une position face à un projet en cours.

En conclusion, les membres de la Commission des Pétitions avisent favorablement la demande de pétition publique 1221.

Concernant la demande de **pétition publique 1225**, les membres de la commission discutent de manière controversée la question de savoir si l'objet de cette pétition relève de la compétence de la Ville de Luxembourg ou s'il s'agit d'une compétence partagée entre la Ville de Luxembourg et l'Etat. La Ville de Luxembourg est, certes, compétente pour installer un système de vignettes sur son territoire, l'Etat n'ayant pas de compétence en la matière qui pourrait s'exercer sur le territoire de Luxembourg-Ville. D'autre part, la Ville de Luxembourg n'est pas compétente pour la construction de parkings en dehors de son territoire, où la compétence de l'Etat semble être de mise. Les membres de la commission se demandent s'ils doivent accepter ou refuser la présente demande de pétition publique.

En conclusion, étant donné que la demande en question recèle des éléments tombant sous la compétence de la Ville de Luxembourg et d'autres éléments tombant sous la compétence de l'Etat, le pétitionnaire sera prié de reformuler sa demande en clarifiant davantage à qui il entend adresser sa requête.

Concernant la demande de **pétition publique 1198**, certains membres de la commission doutent qu'il soit possible que l'Etat interdise le festival de l'automobile, alors que celui-ci serait à considérer comme une porte-ouverte et que l'activité commerciale - tout comme l'activité industrielle - est un droit garanti par la Constitution. D'autres députés opinent à l'opposé que ledit festival s'apparente à une action de promotion pour un bien, que l'on pourrait juger nocif, au même titre que les produits du tabac, et que dès lors, il serait possible que l'Etat interdise toute promotion et publicité et donc, puisse interdire ledit festival.

En conclusion, la commission priera le pétitionnaire de reformuler son texte et de préciser dans sa requête que l'Etat devrait légiférer s'il veut interdire le festival de l'automobile, au lieu qu'il soit fait, dans le texte de la pétition, une référence à un vote, qui est jugée comme étant trop floue et qui ne définit pas à qui il appartient de procéder à un tel vote.

3. Suivi des pétitions en cours d'instruction

PETITION ORDINAIRE

Les membres de la commission ont examiné et approuvé la demande de pétition ordinaire suivante :

Demande de pétition ordinaire 1223 - D'Volljäregkeet op 17 Joer erofsetzen

Dépôt : le 15.02.2019 à 08 :23

Pétitionnaire : Ralph Fohl

Les membres de la commission décident de transmettre au ministre compétent la pétition ordinaire en vue d'une prise de position.

DEMANDE DE RECLASSEMENT EN PETITION ORDINAIRE

Les membres de la commission décident de reclasser la pétition publique 1142 en pétition ordinaire.

Pétition publique 1142 - Réduction du taux d'imposition à 3% sur tous les produits d'hygiène féminins comme tampons, serviettes et autres coupes menstruelles. Ces produits doivent être taxés comme des produits de première nécessité, car ils le sont.

Les membres de la commission décident de transmettre au ministre compétent la pétition ordinaire en vue d'une prise de position.

CLOTURES

Les membres de la Commission des Pétitions décident de clôturer les pétitions suivantes :

Motif : Le pétitionnaire n'a pas réagi à la prise de position gouvernementale

Pétition 1004 - Arbeitszeiterfassung - Saisie du temps de travail

Pétitions 1003 et 1010 (traitées conjointement) - Chèques-Services - Das Sozialgesetz steht nicht im Einklang mit dem Steuergesetz (1003) et Neuregelung der Chèques Services (1010)

Pétition 1113 - Pour une juste rémunération des créateurs et une mise à contribution des plates-formes numériques

Pétition 1115 - **Fir eng besser Surveillance an de Schülerbussen**

Pétition 1041 - Gratis Lëtzebuergesch Sprooch Coursen fir d'Awunner Cours de luxembourgeois gratuits pour les résidents Gratis Luxemburgisch Kurse für Einwohner

PRISES DE POSITION DU GOUVERNEMENT

Les prises de position ci-après seront transmises aux pétitionnaires :

Pétition 970 - Gratuité du transport public au Luxembourg

Prise de position du 12 février 2019 du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Pétition 997 - Imposer une obligation de tri des déchets papier/carton pour toutes les entreprises afin d'assurer leurs recyclages

Prise de position du 13 février 2019 de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Pétition 1048 - Camion Transitverkéier mat lieuegen Déieren duerch onst Land soll grondsätzlech verbuede ginn
Prise de position du 6 février 2019 du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Pétition 1129 - Immatriculation luxembourgeoise
Prise de position du 12 février 2019 du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

4. Divers

1) Demande de pétition publique 1219 - Permettre aux personnes handicapées d'utiliser des animaux d'assistance pour un soutien physique et mental et interdire toute discrimination à leur égard, que ce soit sur leur lieu de travail, dans les lieux publics ou en tant que locataire

Dépôt (en langue anglaise): le 16.12.2018 à 14:58
Dépôt de la traduction du texte en langue française: le 11.02.2019 à 13:34
Pétitionnaire: Amanda Gardner

La présente demande figurait à l'ordre du jour de la réunion du 14 février 2019 (Addendum 2) et a été validée quant au fond. Toutefois, il fallait encore que la Commission des Pétitions se prononce de façon explicite sur l'ensemble de la demande de pétition en question. Après examen, ladite demande de pétition est jugée recevable, tel qu'il apparaît dans les avis positifs ci-devant.

2) Demande de pétition ordinaire 1178 - Eng Chance fir all Kand

Dépôt: le 29.12.2018 à 15 :37
Pétitionnaire: Serge Schumacher

Le pétitionnaire n'a pas réagi à la demande reformulation qui lui a été envoyée par courriel le 18 janvier 2019. Les membres de la commission décident de transmettre au ministre compétent la pétition ordinaire sans être reformulée, en vue d'une prise de position.

Un membre du groupe politique LSAP suggère que la Commission des Pétitions assure désormais un examen plus intense des prises de position du gouvernement, de sorte que la Commission donne, en cas de besoin et dans un large consensus, un suivi aux prises de position gouvernementales. Il convient en particulier de permettre à la Chambre des Députés de prendre toutes les mesures qu'elle juge nécessaires si elle estime qu'il y a un besoin d'agir.

La commission approuve cette suggestion.

Le même orateur demande que dorénavant, la convocation détaillée pour les réunions de la Commission des Pétitions et les documents de travail (document « en vue... », document « addendum... ») soient regroupés en un seul document.

La commission adopte cette suggestion.

Madame la Présidente constate qu'il n'y a pas encore de date pour organiser le débat public sur la pétition publique 1156 « Fir e Verbuet vun der Klappjuegd »

Concernant une date pour l'organisation d'une réunion jointe de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire, de la Commission de l'Economie, de la Protection des Consommateurs et de l'Espace, de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Madame la Présidente demande à une représentante du groupe politique « déi gréng » de rappeler à Monsieur le Président de la Commission de l'Environnement qu'une date pour une telle réunion jointe reste encore à être fixée.

Madame la Présidente propose comme date pour la prochaine réunion de la Commission des Pétitions le 20 mars 2019, à 10h30.

Le Secrétaire-administrateur,
Joé Spier

La Présidente de la Commission des Pétitions,
Nancy Arendt épouse Kemp